



Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Nous voulons des coquelicots

Après la démission fracassante de Nicolas Hulot, l'heure est à la mobilisation. C'en est fini des petits pas prônés par ceux-là mêmes qui sont responsables de l'érosion galopante de la biodiversité et l'ascension vertigineuse des températures de la planète Terre.

Dans la terrible liste des moteurs du réchauffement planétaire et de l'extinction massive du vivant, les pesticides détiennent la palme. Ils sont partout, ils contaminent tous les éléments, ils anéantissent le vivant à commencer par celui que nous ne voyons pas dans l'eau et les sols, ils sont des centaines, ils nous empoisonnent à petit feu tout comme nos enfants... Pourquoi acceptons-nous encore cela ? Par sollicitude pour une industrie chimique, qui, des gaz moutarde à l'Agent orange en passant par le tristement célèbre Zyklon B, brille plus par son avidité que son éthique ? Par solidarité avec une agriculture industrielle tueuse de la biodiversité et qui est à elle seule responsable d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre tout en broyant ses paysans ?

Assez de ces querelles d'experts et de ces études supplémentaires qui ne servent qu'à faire gagner du temps et des parts de marché aux empoisonneurs. Assez du bluff technocratique de la succession des plans Ecophyto et des "expérimentations" du ministère de l'agriculture qui laisse croire que l'on agit alors qu'au contraire, la consommation des pesticides augmente. Elevons-nous pacifiquement mais avec une détermination sans faille contre ce fléau. Exigeons de ceux qui nous gouvernent, et qui sont censés nous protéger, l'interdiction de tous les pesticides, pas demain mais maintenant ! Embrassons l'Appel de ces 100 anonymes issus de toutes couches de la société et de toutes les régions de notre douce France, faisons du fragile et éphémère coquelicot notre étendard et soyons des millions à crier notre exigence d'un air sain, d'une eau pure, d'une terre propre débarrassés de la souillure des pesticides pour qu'alimentation puisse enfin rimer avec santé.

Nous voulons des coquelicots

Signez la pétition pour interdire
tous les pesticides de synthèse



Thierry de Noblens, Président de FNE Midi-Pyrénées
Eric Feraille, Président de la FRAPNA Rhône-Alpes

Revue de presse

#AlertePollution : rivières ou sols contaminés, déchets industriels abandonnés... Vous vivez près d'un site pollué ? Alerte-nous

Sols contaminés, eaux souillées, rejets toxiques... Les cas de pollution liée à l'industrie, à l'agriculture ou aux comportements des entreprises ou des particuliers s'accumulent ces dernières années. Ces histoires font écho à ce que vous observez dans votre environnement ? A l'occasion de l'ouverture de la 24e conférence annuelle de l'ONU sur les changements climatiques (COP24), lundi 3 décembre, franceinfo lance l'opération #AlertePollution. Une enquête participative qui vous donne la possibilité de signaler des sites pollués près de chez vous, pour permettre ensuite à notre rédaction d'investiguer sur ces situations. Vous êtes citoyen et vous avez repéré des déchets dans la nature, une faune et une flore décimées près d'une entreprise ou d'une exploitation agricole ? Vous avez eu connaissance, autour de vous, de maladies à répétition et suspectez une origine environnementale ? Vous êtes bénévole dans une association ou élu dans une commune et ne savez plus quoi faire face à un cas de pollution ? Alerte-nous dans le formulaire en cliquant sur franceinfo.fr—04/12/2018



François de Rugy et Emmanuelle Wargon réunissent le premier comité de pilotage de la deuxième séquence des « Assises de l'eau » - François de Rugy, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, et Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire ont réuni le premier Comité de pilotage de la deuxième séquence des Assises de l'eau qui visent à trouver des solutions pour permettre aux territoires et à l'ensemble des acteurs d'adapter leur gestion de l'eau à l'heure du changement climatique. ecologie-solidaire.gouv.fr—09/11/2018



La seconde phase des assises de l'eau va s'attaquer au grand cycle—Ce vendredi 9 novembre, la seconde phase des assises de l'eau sera lancée. Elle concernera le grand cycle de l'eau et notamment l'adaptation des territoires et des acteurs au changement climatique. « Economiser, protéger, partager la ressource en eau », résume l'association France nature environnement (FNE). environnement-magazine.fr—08/11/2018

44,2% des eaux surface en bon état écologique—La connaissance des milieux aquatiques et de leur état constitue le socle d'une gestion adaptée. Les efforts de surveillance, accrus depuis l'adoption de la directive cadre sur l'eau (DCE) en 2000, permettent progressivement d'affiner le bilan. Dans quel état sont les rivières, les lacs, les estuaires et les nappes souterraines de France ? eaufrance.fr—21/11/2018



La carte de France des pesticides est publiée—Quels pesticides sont-ils les plus utilisés ? En quelles quantités ? Dans quels départements en commercialise-t-on le plus ? Toutes ces [informations ont été compilées par l'association Générations futures dans une série de cartes instructives](http://journaldelenvironnement.net—20/11/2018). journaldelenvironnement.net—20/11/2018



La justice enterre le projet de barrage de Caussade—Le projet de barrage de Caussade a été stoppé, le 13 novembre, par le juge des référés du tribunal administratif (TA) de Bordeaux. journaldelenvironnement.net—19/11/2018

Le chantier du barrage de Caussade a commencé malgré l'interdiction—Malgré une décision de justice interdisant les travaux, une dizaine de pelleteuses s'activent pour construire une retenue d'eau pour l'agriculture. Le préfet porte plainte. lemonde.fr—29/11/2019



Colloque des agences de l'eau

Gestion de l'eau: les comités de bassin défendent leur modèle—Les comités de bassin, qui regroupent les différents acteurs de l'eau dans les territoires, ont défendu jeudi leur modèle de gestion vieux de 50 ans, mais aujourd'hui "bousculé" selon eux, en réclamant une reconnaissance juridique de leur action, lors d'un colloque à Lyon. (notretemps.com—15/11/2018)

Le gouvernement confirme qu'il continuera à piller le budget des Agences de l'eau—Réunis en congrès à Lyon jeudi 15 novembre, les sept présidents des comités de bassin ont renouvelé leur inquiétude face à « un contexte budgétaire très compliqué ». « Pour les six prochaines années, l'Etat ponctionnera 700 millions d'euros sur notre budget, soit l'équivalent d'une année d'investissement en moins, a expliqué François Sauvadet, président du comité de bassin Seine-Normandie. Si nous n'avons pas les moyens des ambitions et des objectifs qui nous sont fixés, cela va créer un sentiment de désespérance ». (reporterre.net—16/11/2018)



Les agences de l'eau investiront 3 milliards d'euros pour l'adaptation au changement climatique—Le 15 novembre dernier, les agences de l'eau et leurs comités de bassin ont rassemblé près de 800 personnes, à Lyon, dans le cadre d'une journée d'études et de réflexion, intitulée : « Eau et changement climatique. Une journée, des solutions ». A cette occasion, les agences de l'eau ont rappelé la nécessité de mener des actions concrètes et de multiplier les « bonnes pratiques » face au constat d'une « vulnérabilité généralisée » des territoires. A cet égard, elles ont annoncé avoir prévu d'investir, à travers leur 11ème programme d'intervention 2019-2024, 3 milliards d'euros dans des actions d'adaptation au changement climatique. (environnement-magazine—20/11/2018)

INRA-IRSTEA : les enjeux d'une fusion annoncée—Inra? Inraae? Si l'acronyme du futur établissement public à statut de recherche qui naîtra de la fusion de l'Inra et d'Irstea reste à déterminer, son nom est déjà connu. L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement verra officiellement le jour le 1er janvier 2020. Un projet ambitieux, puisqu'il s'agit de créer un institut de recherche «de premier rang mondial» (plus de 10.000 personnes y travailleront) dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement et de l'eau, de l'aménagement et de la gestion durables des territoires. Pourquoi fusionner ces deux organismes reconnus? Quelles seront les priorités de ce nouvel établissement? Tour d'horizon avec Philippe Mauguin, président de l'Inra. (journaldelenvironnement.net—31/10/2018)



Les tourbières, ralentisseurs d'effet de serre ? - Les tourbières, qui couvrent 3% des surfaces, stockent plus de carbone que toute la végétation mondiale réunie. Une étude récente, menée par une équipe internationale à laquelle ont participé des chercheurs du Laboratoire écologie fonctionnelle et environnement (Ecolab - CNRS/Université Toulouse Paul Sabatier/ INP Toulouse), montre que les tourbières pourraient contribuer à réduire l'effet de serre dû au réchauffement climatique sur une courte durée, mais que cet effet diminuera au fur et à mesure que la planète se réchauffera. Ces résultats ont été publiés dans la revue Nature Climate Change. (cnrs.fr—30/10/2018)

Interview de Gille Bœuf , Président de l'Agence Française pour la Biodiversité—La biodiversité est menacée pour différentes raisons bien identifiées, touchant à la destruction des écosystèmes, la pollution généralisée, la dissémination anarchique des espèces, la surexploitation des ressources naturelles, et enfin aux effets de ce climat qui change trop vite. D'une situation où la nature était hostile, agressive, dangereuse et menaçante pour l'humanité, nous sommes passés à une autre où elle est dégradée et détruite par l'Homme. C'est lui aujourd'hui le prédateur et la menace, non seulement pour l'environnement, mais aussi et surtout pour son propre avenir. (lignesdeau#90—novembre2018)



La Région Nouvelle-Aquitaine fait de la biodiversité une priorité politique—Consciente de l'importance de la biodiversité pour les activités économiques, la région Nouvelle-Aquitaine fait de sa préservation une priorité. Elle révèle un premier état des lieux scientifique, sur lequel elle va appuyer sa politique. "La Région n'a pas de pouvoir réglementaire ou fiscal, l'action ne peut se faire que par la démonstration, d'où la mobilisation des scientifiques", explique son président Alain Rousset. La collectivité a donc pris la décision en janvier 2017 de mettre en place un "Giec de la biodiversité", sorte de déclinaison régionale de l'IPBES. Baptisé "**Ecobiose**", cette initiative vise à "évaluer les conséquences de l'érosion du vivant sur tous les domaines de la société humaine, aussi bien la santé, l'agriculture, l'industrie...". (actu-environnement.com—18/06/2018)



Documents – réglementation

Qualité de l'eau et gestion des risques d'inondation : la consultation est ouverte jusqu'au 2 mai—Une consultation est lancée jusqu'au 2 mai 2019 pour l'ensemble des bassins hydrographiques français dans le cadre de l'élaboration des documents stratégiques concernant la gestion de l'eau et des inondations. Ils concernent la qualité de l'eau, le partage de la ressource dans un contexte de changement climatique, la réduction des pollutions, la préservation de la biodiversité des milieux aquatiques, la prévention du risque d'inondation, etc. (actu-environnement.com—02/11/2018)

Consultation relative à la participation du public dans le cadre des enquêtes publiques (du 20/11 au 11/12 2018)— Le projet de décret est pris en application des articles 56 et 57 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance. Cette loi prévoit, à l'article 56, l'expérimentation d'une procédure de participation du public par voie électronique en remplacement de l'enquête publique, dans le cadre de la procédure de délivrance de l'autorisation environnementale. Cette expérimentation prévue pendant une durée de trois ans concerne les projets, d'une part,



d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et, d'autre part, d'installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). **Risque de réduction du droit à l'expression du public en réduisant la consultation aux enquêtes publiques ! [Participer](#)**

Pluies méditerranéennes intenses : adoptez les bons comportements—Chaque année, de septembre à mi-décembre, les 15 départements de l'arc méditerranéen connaissent des épisodes de pluies intenses (également appelés épisodes cévenols) pouvant conduire à des crues soudaines. Le ministère de la Transition écologique et solidaire a lancé mercredi 29 août 2018, une campagne de sensibilisation pour rappeler les bons comportements à adopter en cas de pluies méditerranéennes intenses. (ecologie-solidaire.gouv.fr—26/10/2018)

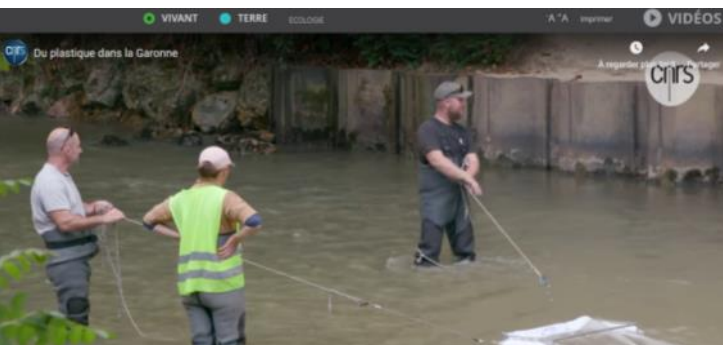


Le nouveau schéma national des données sur l'eau approuvé par arrêté—Un arrêté, publié au Journal officiel ce 30 novembre, fournit une base réglementaire au nouveau schéma national des données sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement (SNDE), désormais placé sous la houlette de l'Agence française pour la biodiversité (AFB). Il abroge en conséquence l'arrêté du 26 juillet 2010 qui avait acté sa création dans le sillage de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006. (banquedesterritoires.fr—30/11/2018)



Les échos du bassin

Réseaux : Adour-Garonne vise un doublement du rythme de renouvellement d'ici trois ans—C'est la première mesure concrète issue des Assises de l'eau : la Banque des Territoires va prêter 800 millions d'euros aux services d'eau et d'assainissement d'Adour-Garonne. Sur le renouvellement de réseaux, l'agence de l'eau assumera les intérêts durant dix ans, dans l'objectif de déclencher un investissement de 35 millions d'euros/an sur la prochaine décennie. (environnement-magazine.fr—21/11/2018)



Du plastique dans la Garonne—Le projet d'étude PlastiGar a pour objectif de suivre durant trois ans la pollution plastique de la Garonne afin d'évaluer son impact sur la biodiversité. Proposée en partenariat avec LeMonde.fr, cette vidéo nous montre comment les chercheurs s'y prennent pour mesurer les concentrations en microplastiques dans le fleuve. (lejournal.cnrs.fr—26/10/2018)

Les 5 priorités de l'entente eau Adour Garonne - Face aux enjeux du changement climatique, l'État, le comité de bassin Adour-Garonne et les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine ont décidé d'engager une initiative forte en formalisant une action concertée sur l'ensemble du bassin Adour-Garonne –et plus largement sur tous les territoires des deux régions- pour faire de l'eau, enjeu de société, la grande cause du sud-ouest français. Cinq priorités ont été définies : accompagner un plan d'économies d'eau dans ses différents usages, développer les mesures fondées sur la nature comme la restauration de zones humides, la végétalisation des villes ou la plantation de haies, optimiser les ressources existantes et mobiliser de nouvelles ressources pour sécuriser les différents usages, notamment en périodes d'étiage, soutenir l'émergence de nouvelles filières en s'appuyant sur les acquis de la recherche et des bonnes pratiques, lutter activement contre l'artificialisation et l'érosion des sols. (lignesdeau#90—novembre2018)



Lancement de l'Agence Régionale pour la Biodiversité Occitanie - La mise en œuvre opérationnelle de l'ARB Occitanie intervient après une année de préfiguration. Ce nouvel outil, créé sous le statut d'Établissement Public de Coopération Environnementale (EPCE), représente le bras armé régional pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la biodiversité, construite notamment lors des toutes récentes 1ères Assises de la biodiversité. (lignesdeau#90—novembre2018)



Journées Biodiversité organisées par l'Agence de l'eau - Afin d'accompagner les gestionnaires de cours d'eau et naturalistes dans leurs réflexions et actions de gestion et restauration pour préserver la biodiversité, l'Agence organise des journées techniques à Cahors et Tarbes. Ces journées ont pour objectif d'échanger et partager les connaissances sur des espèces et habitats (desman des Pyrénées, loutre d'Europe, ripisylve,...) ainsi que de diffuser des exemples d'aménagements et de travaux pour les préserver. (lignesdeau#90—novembre2018)



Conférence d'IGF en vidéo : l'Agence propose de revenir en images sur les moments forts de la conférence d'Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves, qui s'est tenue à Toulouse le 15 octobre en présence d'Erik Orsenna. [Voir la vidéo](#)

La vie du réseau



[Communiqué] Assises de l'eau : 5 priorités pour protéger une ressource vitale—

Après une première phase consacrée au petit cycle de l'eau et notamment à l'entretien des réseaux, la seconde phase des assises de l'eau démarre ce vendredi 9 novembre. Au programme, l'adaptation des territoires et de l'ensemble des acteurs aux conséquences du changement climatique : économiser, protéger, partager la ressource en eau. En vue de cet exercice aussi périlleux qu'indispensable, France Nature Environnement a identifié les 5 principaux enjeux pour une gestion pérenne de l'eau. [Lire le communiqué](#)



[Actualité] Insensé : les travaux du barrage de Caussade, interdits par nos actions en justice, ont débuté—

Coûteux et destructeur de biodiversité, le projet de barrage de Caussade participe au maintien d'un mode agricole intensif, qui prône le développement de l'irrigation pour s'adapter au changement climatique, au détriment du cycle naturel de l'eau et des autres usagers. Il a reçu de nombreux avis défavorables tout au long de l'instruction administrative. Le projet a été enfin stoppé par le tribunal administratif de Bordeaux le 13 novembre grâce à l'action de la SEPANSO Aquitaine et de France Nature Environnement. Malgré cette décision de justice interdisant les travaux, ceux-ci ont commencé ce jeudi 22 novembre. D'inacceptables coups de pelleuse contre l'État de droit. France Nature Environnement porte plainte. [Lire la suite](#)

Journées EAU Adour Garonne— Le 8 novembre, la formation « Enjeux bassins versants, milieux aquatiques et humides » a rassemblé une bonne 20aine de personnes à Albi (Lycée agricole de Fonlabour). Cette journée a permis de faire le point sur la [compétence GEMAPI](#) (gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations), de découvrir [l'étude de l'agence de l'eau sur les « cours d'eau ruraux et recalibrés »](#), avoir des retours d'expérience de ces enjeux au travers de retours d'actions de terrain de Nature en Occitanie et la [Cellule d'assistance technique zones humides de Garonne](#). Une réflexion sur les rôles/actions/positions des APNE sur ces sujets a clôturé la journée. Le 9 novembre, les APNE participant aux comités de pilotage de révision de 10 [débits d'objectif d'étiage](#) et aux démarches projet de territoire, ont fait un point avec les services de l'Etat, l'AEAG et l'AFB sur la méthodologie de révision des DOE. Cette réunion a été l'occasion de faire entendre les questionnements et inquiétudes sur cette méthodologie.



[Communiqué / Avis] Nitrates d'origine agricole : avis de FNE Midi-Pyrénées sur le nouveau programme d'actions régional—

Au cours de ces derniers mois était organisée à l'échelle régionale une concertation pour l'élaboration du projet de 6ème programme d'actions visant à lutter contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Du 15 octobre au 15 novembre c'est le projet d'arrêté de ce 6e PAR nitrates qui est soumis à la consultation du public avant sa signature. Selon FNE Midi-Pyrénées, il n'apporte que peu d'éléments ou de mesures permettant d'inverser la tendance et de faire diminuer la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Il se contente en fait d'être une harmonisation des 5e PAR des anciennes régions, avec une prise en compte partielle des pistes d'amélioration proposées au bilan. [Lire l'avis](#)



[Communiqué / Avis] Pesticides dans les cours d'eau : une réglementation locale en régression— FNE Midi-Pyrénées dépose plusieurs recours pour annuler des arrêtés préfectoraux ne protégeant pas suffisamment les cours d'eau pourtant déjà fortement pollués. [Lire le communiqué](#)





3e Lettre d'info de FNE Nouvelle Aquitaine : 1ere réunion régionale le 8 décembre, 3e rencontre avec le préfet de région, retours réunions des réseaux régionaux « biodiversité » et « juridique », AG de l'agence régionale pour la biodiversité Nouvelle Aquitaine, ... [Lire la lettre d'info](#)



Les nouvelles de FNE Languedoc Roussillon : sortie du [mini-guide sur la protection des captages d'eau contre les pesticides](#), [soutenez la sortie de notre nouvelle bande dessinée sur les bonnes pratiques viticoles](#) qui aident à préserver la nature et notre environnement (agroécologie) !



Projet de réalimentation du barrage de Montbel par le Touyre : quoi de neuf ? - Le 8 novembre un



réunion publique était organisée par le garant du débat public à Mirepoix en Ariège. La salle était pleine avec les principaux défenseurs du projet et Henri Delrieu qui représentait les associations et collectifs contre ce projet, ainsi qu'Alain Baudry, vice président de FNE Midi Pyrénées. Chacun a présenté ses arguments pour ou contre ce projet avec des interventions du public mais sans être convaincus de changer et de voir les choses autrement, malgré un diaporama très explicatif et très applaudi, présenté par notre porte parole Henri Delrieu sur [la nocivité de faire ce projet](#). [En savoir +](#)

Agenda

- * **Toulouse (31)** - Journée d'échange « Eau et Changement climatique : quels besoins pour quelles ressources ? », 6 décembre, organisée par FNE Midi-Pyrénées [En savoir +](#)
- * **Angoulême (16)** - 1ère réunion régionale des associations de FNE Nouvelle Aquitaine, 8 décembre, organisée par FNE Nouvelle Aquitaine
- * **Paris (75)** - Colloque « qualité de l'eau : mythes et réalité », 10 décembre, organisé par UFC Que Choisir [En savoir +](#)
- * **Auzeville Tolosane (31)** - Atelier "Distinguer l'impact du changement climatique de celui des activités socio-économiques sur la ressource et la biodiversité : Quelles solutions adopter aujourd'hui et demain ?" , 13 décembre, organisée par ZA PYGAR [Inscription](#)
- * **Montauban (82)** - Séminaire « Agir ensemble pour la gestion de l'eau : accompagner les irriguants et s'adapter au changement climatique », 18 décembre, organisé par les chambres d'agriculture du bassin Adour Garonne
- * **Paris (75)** - Journée « Protection de l'eau et activité agricole : le champ des possibles », 20 décembre, organisée par réseaux eau et agriculture de FNE [Inscription](#)

